



Centre d'études interaméricaines

Institut québécois des hautes études internationales
1030, avenue des Sciences-Humaines, Local 5455
Pavillon Charles-De Koninck, Université Laval
Québec (Québec), CANADA, G1V 0A6
Téléphone : 418-656-2131, poste 6538
Télécopieur : 418-656-3634

www.cei.ulaval.ca

Mars 2015

CHRONIQUE

Crise au Venezuela : un enjeu de taille pour la stabilité de l'Amérique latine

Par Mamadou Lamine Sarr*

En succédant à Hugo Chávez à la présidence du Venezuela en avril 2013, Nicolás Maduro ne s'attendait probablement pas à ce que son premier mandat soit marqué par une crise politique et économique d'une telle ampleur. Depuis plus d'un an, le président vénézuélien fait face à de nombreuses manifestations qui en appellent à un changement de régime et dont la répression a fait plusieurs morts. Avec l'inflation, la pénurie de denrées alimentaires, l'insécurité et la baisse du cours du pétrole – qui constitue la principale ressource du pays – le gouvernement vénézuélien traverse une crise sans précédent dont l'issue semble incertaine. Alors qu'elle semblait initialement être limitée au Venezuela, cette crise politique et économique constitue désormais un véritable enjeu pour la stabilité de la région.

Un pays en difficulté...

C'est dans la ville de San Cristóbal, située dans l'État de Táchira (à l'ouest du pays), qu'ont eu lieu les premières manifestations étudiantes contre l'insécurité, après le viol d'une étudiante en février 2014. Ces manifestations, qui se sont ensuite étendues à Caracas, ont d'abord porté sur l'insécurité avant que la liberté

d'expression, l'inflation et les pénuries deviennent un point central des revendications. Les manifestations contre le gouvernement de Nicolás Maduro durent ainsi depuis plus d'un an et la répression des forces policières s'est durcie, causant plusieurs morts et arrestations. Selon un rapport d'Amnistie internationale publié en février 2015, la répression policière a causé 43 morts et 870 blessés. On note aussi de nombreuses arrestations politiques, comme celle de l'opposant Leopoldo Lopez, incarcéré depuis l'année dernière. Le 19 février dernier, le maire de Caracas, Antonio Ledezma, a pour sa part été placé en détention provisoire alors qu'on l'accusait de préparer un coup d'État contre le pouvoir en place.

La situation économique du pays est également très délicate. Selon la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal), le produit intérieur brut (PIB) du Venezuela a baissé de 3 % en 2014 et pour 2015, le Fonds monétaire international (FMI) s'attend à une chute de l'ordre de 7 %. Cette diminution de la croissance économique s'est accompagnée d'une inflation de plus de 60 % en 2014. Le Venezuela, qui importe la majeure partie de ses produits de consommation, est aujourd'hui confronté à de grandes pénuries de produits de première nécessité, ce qui s'illustre notamment par de longues files d'attente devant les magasins. Cette situation s'est aggravée avec la chute du cours du pétrole, ce qui a complètement déstabilisé l'économie du pays. En effet, l'or noir représente près de 96 % des exportations du Venezuela et la chute de son cours a entraîné une baisse de revenus qui a été suivie par d'importantes coupes budgétaires, notamment dans les programmes sociaux.

Le Venezuela traverse donc une crise à la fois politique et économique et rien ne semble indiquer que le pays sortira de cette impasse à court terme. Les pays sud-américains ont fait part de leurs inquiétudes, mais ils n'ont pas encore réussi à convaincre les différentes parties de s'engager dans un dialogue constructif afin de mettre un terme au conflit.

...une région qui s'inquiète

Globalement, les pays sud-américains ont tardé à s'impliquer véritablement dans la résolution de la crise politique au Venezuela, vraisemblablement au nom du principe de non-ingérence dans les affaires internes d'un pays souverain. Si des pays alliés au Venezuela comme Cuba, la Bolivie et l'Équateur soutiennent le président Maduro,

d'autres pays comme le Brésil, le Chili et la Colombie sont restés plus mesurés en appelant au dialogue. L'implication de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) au début de la crise a vite été freinée par les positions radicales des différentes parties. En effet, la polarisation entre le gouvernement qui crie au complot orchestré par Washington et l'opposition qui exige le départ de Nicolás Maduro, le climat d'insécurité ainsi que la situation économique et sociale qui se détériore constituent autant d'ingrédients qui pourraient faire en sorte que le pays devienne ingouvernable. Le Venezuela est un acteur de premier plan en Amérique du Sud et à long terme, cette crise affectera indubitablement la région d'une manière plus large. Le Venezuela peut-il sombrer dans la guerre civile? S'il demeure trop tôt pour l'envisager, ce scénario ne peut être ignoré. Une telle déstabilisation du Venezuela serait un échec colossal pour la région, qui a connu une stabilité politique notable et des avancées démocratiques importantes lors des dernières décennies.

Les difficultés économiques du Venezuela pourraient également entraîner des conséquences importantes pour ses partenaires commerciaux dans la région. La récession économique du Venezuela constitue un frein tant pour la reprise de la croissance en Amérique latine que pour la consolidation de l'intégration régionale, en particulier pour le Marché commun du Sud (Mercosur). La crise vénézuélienne menace également la sécurité énergétique de nombreux pays d'Amérique latine pour lesquels le Venezuela s'avère être le principal fournisseur de pétrole. C'est le cas des 17 pays d'Amérique centrale et des Caraïbes membres de l'alliance Petrocaribe qui profitent de taux préférentiels sur leur achat de pétrole vénézuélien. Les difficultés économiques du pays et la chute des cours du pétrole pourraient amener le gouvernement vénézuélien à redéfinir les termes de cette entente.

Et qu'en est-il des relations avec les États-Unis? La crise vénézuélienne n'a fait qu'exacerber la tension entre les deux pays. Le président Barack Obama a présenté le Venezuela comme une menace à la sécurité nationale et à la politique étrangère des États-Unis puis il a ordonné de nouvelles sanctions contre sept responsables vénézuéliens accusés de violation de droits de l'homme. Le Venezuela a réagi en rappelant son chargé d'affaires aux États-Unis (les deux pays n'ont plus d'ambassades depuis 2010) et il prévoit rendre obligatoire l'obtention d'un visa pour les Américains qui visitent le pays. Toutefois, les États-Unis et le Venezuela n'ont pas suspendu leurs échanges commerciaux, ce qui montre que les deux pays sont

conscients de leurs intérêts économiques communs, notamment dans le secteur pétrolier, malgré leurs différends diplomatiques. Les sanctions américaines n'ont fait que conforter le président Maduro dans sa position, d'autant plus qu'il a reçu le soutien de nombreux pays latino-américains qui ont dénoncé les gestes de la diplomatie américaine. Nicolás Maduro a par ailleurs obtenu de l'Assemblée nationale l'autorisation de gouverner par décret jusqu'à la fin de l'année 2015, au nom de la sécurité et de la défense du Venezuela.

En définitive, il est évident que le Venezuela ne résoudra pas seul la crise qu'il traverse et les pays latino-américains devront sans doute jouer un rôle accru de médiateur. D'une part, il s'agira pour eux de montrer au gouvernement vénézuélien qu'il doit apaiser la situation en s'ouvrant davantage au dialogue et, d'autre part, de convaincre l'opposition que le départ du président Maduro n'est pas l'unique issue possible du conflit. Après tout, le président Maduro a été élu démocratiquement, aussi contestable que cela puisse paraître.